



L'intervention d'un mécanisme de justice transitionnelle au Canada : l'opportunité de faire évoluer la condition des femmes et des filles autochtones ?

Sékolène Busi

► To cite this version:

Sékolène Busi. L'intervention d'un mécanisme de justice transitionnelle au Canada : l'opportunité de faire évoluer la condition des femmes et des filles autochtones ?. Marina Eudes; Emmanuel Guematcha; Jean-Pierre Massias; Xavier Philippe; Pascal Plas. Annuaire de justice transitionnelle 2020, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie, 2021, Transition & Justice, 978-2-37032-314-9. <hal-04645047>

HAL Id: hal-04645047

<https://hal.science/hal-04645047v1>

Submitted on 22 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

Sous la direction scientifique de
Marina EUDES, Emmanuel GUEMATCHA,
Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE, Pascal PLAS

Annuaire de Justice transitionnelle 2020



Institut Francophone
pour la Justice et la Démocratie

Annuaire
de Justice
transitionnelle
2020



© Collection « *Transition & Justice* »
éditée par l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie
Directeurs scientifiques : Jean-Pierre MASSIAS et Xavier PHILIPPE
Diffusion : L.G.D.J - lextenso éditions

Illustration de couverture :
Javi, *Verdad, Justicia y Reparación para los represaliados por el franquismo*,
Granada, España, 2009 (© flickr.com)

ISSN 2269-7160
ISBN 978-2-37032-314-9
Dépôt légal : troisième trimestre 2021

*Sous la direction scientifique de
Marina EUDES, Emmanuel GUEMATCHA,
Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE, Pascal PLAS*

Annuaire de Justice transitionnelle **2020**



2 0 2 1

PARTIE 1

DOSSIER
PEUPLES AUTOCHTONES
ET JUSTICE TRANSITIONNELLE

L'intervention d'un mécanisme de justice transitionnelle au Canada : l'opportunité de faire évoluer la condition des femmes et des filles autochtones ?

Ségolène BUSI¹

Sommaire

107

I. Redonner leur place aux femmes et aux filles autochtones par un mécanisme de justice transitionnelle

- A. *L'intervention d'un mécanisme de justice transitionnelle nécessaire face à l'importance des violences à l'égard des femmes et des filles autochtones*
- B. *Un mécanisme de justice transitionnelle dédié aux femmes et aux filles autochtones disparues et assassinées*

II. Rendre leur pouvoir aux femmes et aux filles autochtones par une reconnaissance juridique des violences subies

- A. *La qualification juridique des violences par le terme de génocide*
- B. *La caractérisation de différents facteurs contribuant au maintien de la violence*

Conclusion

Le 13 septembre 2007, les Nations Unies ont adopté à la majorité des voix la Déclaration sur les droits des peuples autochtones². Seuls quatre États se sont prononcés contre son adoption : le Canada, l'Australie,

¹ Doctorante en droit public, ATER, Université de Pau et des pays de l'Adour.

² Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 13 septembre 2007, 35 p.

la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Depuis, tous ont fait marche arrière et accepté de soutenir la Déclaration. Celle-ci instaure des « *normes minimales pour la survie, la dignité et le bien-être des peuples autochtones* »³, il est notamment affirmé dans son préambule le fait qu'ils ne doivent faire l'objet d'aucune forme de discrimination. Bien que pour certains Autochtones les injustices persistent encore à ce jour, cette Déclaration constitue un outil essentiel pour la reconnaissance et la défense de leurs droits.

En 2016, l'État canadien changea de position quant à la Déclaration, à la suite de la publication du rapport final de la Commission de Vérité et Réconciliation (CVR)⁴ du Canada. Définie comme une « *entité historique chargée de contribuer à la vérité, à la guérison et à la réconciliation* »⁵, la CVR avait pour objet d'aborder les violences subies par les peuples autochtones – composés des Premières Nations, des Inuits et des Métis – au sein des pensionnats « indiens »⁶. Le Canada eut ainsi recours à un mécanisme de justice transitionnelle. Cette justice est définie par le Secrétariat général des Nations Unies comme un « *éventail complet des divers processus et mécanismes mis en œuvre par une société pour tenter de faire face à des exactions massives commises dans le passé, en vue d'établir les responsabilités, de rendre la justice et de permettre la réconciliation* »⁷. Bien que cette justice soit par nature destinée aux situations de transition politique – elle est par exemple utilisée lorsqu'un État sortant d'une dictature souhaite bâtir un système démocratique – il est possible de recourir à ses instruments dans d'autres contextes particuliers. La CVR canadienne en est une illustration. Utilisée pour traiter les « *injustices historiques qu'ont subies les groupes comme les peuples indigènes (...)* »⁸, la justice transitionnelle permet ainsi à un État d'affronter son passé. Il pourrait s'agir, selon le Professeur Jean-Pierre Massias, d'une forme de justice transitionnelle « *de consolidation démocratique* »⁹.

3 Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Site internet des Nations Unies, disponible sur <https://www.un.org/development/desa/indigenous-peoples-fr/drip.html>, consulté le 10 août 2020.

4 La création de la Commission de Vérité et Réconciliation du Canada fut prévue par la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, conclue le 10 mai 2006 : parmi les mesures de compensation relatives aux pensionnats indiens figurait la création d'une Commission de Vérité et Réconciliation.

5 Annexe N, Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, 10 mai 2006.

6 Le terme « indiens », désigne les Autochtones (comprenant les membres des Premières Nations, Inuits et Métis).

7 Rapport du Secrétariat général de l'ONU, *Rétablissement de l'état de droit et administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit*, S/2004/616, 23 août 2004, § 8 et 26.

8 Felipe GOMEZ ISA, « Quelques précisions conceptuelles sur la 'justice transitionnelle' », in Instituto de Derechos Humanos Pedro Arrupe (dir.), *Vérité et Mémoire dans les processus de réconciliation*, Bayonne, Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition & Justice », 2018, n° 9, p. 222.

9 Franck PETIT, « Jean-Pierre Massias : 'Le nouveau modèle de la justice transitionnelle, c'est la commission canadienne' », Grand entretiens, JusticeInfo.Net, 23 juillet 2019, disponible sur : <https://www.justiceinfo.net/fr/les-debats-justiceinfo/grands-entretiens/41978-jean-pierre->

Officiellement créée en 2008, la CVR avait pour objectif de « reconnaître les expériences, les séquelles et les conséquences liées aux pensionnats »¹⁰ et de soumettre un rapport « assorti de recommandations destinées au gouvernement du Canada »¹¹. En juin 2015, elle rendit son rapport final lors d'une cérémonie de publication en présence du Premier ministre Justin Trudeau. Par ce rapport, la Commission révéla publiquement l'expérience extrêmement traumatisante vécue par les Autochtones. En effet, ils endurèrent pendant plusieurs décennies la politique des autorités canadiennes consistant à « éliminer les gouvernements autochtones, ignorer les droits des Autochtones, mettre fin aux traités conclus et, au moyen d'un processus d'assimilation, faire en sorte que les peuples autochtones cessent d'exister en tant qu'entités légales, sociales, culturelles, religieuses et raciales au Canada »¹². Dans ce but, des pensionnats indiens furent mis en place. Entre 1870 et 1990, plus de 150 000 enfants Métis, Inuits et membres des Premières Nations y furent placés. Devenus l'un des principaux instruments de la politique canadienne de « re-culturation », ces établissements ne poursuivaient pas le but d'offrir une éducation aux enfants autochtones, mais plutôt de les écarter de leurs parents afin de briser leurs liens culturels, spirituels et identitaires¹³. Une fois séparés de leur famille et de leur communauté, la majorité des enfants subirent de graves violences au sein des pensionnats indiens. Les groupes confessionnels¹⁴ à la tête de ces établissements, mais également l'État canadien se rendirent ainsi responsables de graves atteintes portées aux droits humains des Autochtones. Dans son rapport, la CVR qualifie la politique poursuivie par l'État canadien de « génocide culturel »¹⁵, le définissant comme « la destruction des structures et des pratiques qui permettent au groupe de continuer à vivre en tant que groupe »¹⁶. Malgré la reconnaissance du génocide culturel et des droits inhérents aux Autochtones, ceux-ci font encore l'objet de nombreuses violences et plus particulièrement les femmes et les filles.

Entre 1980 et 2012, 1 181 meurtres et disparitions de femmes et de filles autochtones ont été déclarés à la police canadienne¹⁷. Bien qu'élevé, ce nombre n'est pas représentatif, si l'on considère les disparitions et les meurtres non

massias-nouveau-modele-justice-transitionnelle-commission-canadienne.html (consulté le 4 juin 2020).

10 Annexe N, Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, 10 mai 2006.

11 *Ibid.*

12 Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir*, 2015, p. 1.

13 *Ibid.*, p. 2.

14 Les groupes confessionnels dirigeant des pensionnats indiens comprenaient notamment les Églises catholique, anglicane, unie, méthodiste et presbytérienne.

15 Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, *op. cit.* (n. 12), p. 1.

16 *Ibid.*

17 Gendarmerie royale du Canada, « Les femmes autochtones disparues et assassinées : un aperçu opérationnel national », 2014, disponible sur <https://www.rcmp-grc.gc.ca/wam/media/462/original/df416e8dbd9b00fa7c835a55d6eabd.pdf>, page 7 (consulté le 15 juin 2020).

signalés¹⁸. Il apparaît que les femmes et les filles autochtones canadiennes sont plus susceptibles de subir des violences que les femmes et les filles non autochtones. En 2012, elles représentaient 23 % des victimes féminines d'homicides¹⁹, alors que la population autochtone constituait 4,3 % de la population canadienne totale²⁰. Tandis que le taux d'homicides de femmes non autochtones baisse sensiblement depuis les années 1980, celui des femmes autochtones reste élevé²¹. Afin de comprendre ce phénomène, différentes enquêtes ont été menées sur la violence dont sont victimes les femmes et les filles autochtones, cependant, aucune mesure concrète visant les « *conditions sous-jacentes qui perpétuent la violence* »²² n'a été prise. La Commission de Vérité et Réconciliation canadienne alerta le gouvernement fédéral sur cette question dès 2012²³. Elle demanda notamment la mise en œuvre de mesures fortes afin de mettre un terme aux taux disproportionnés de violences dont les femmes faisaient l'objet. En réponse, le gouvernement décida en 2016 de mettre en place une enquête nationale. Lors de la création de ce mécanisme, de nombreuses voix s'élevèrent pour que soit adoptée « *une approche fondée sur le genre* »²⁴ et que « *la disparition et la mort des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones* »²⁵ soient considérés comme une « *forme de violation de leurs droits en tant qu'Autochtones et de leurs droits de la personne* »²⁶. Une fois mise en place, la Commission d'enquête nationale eut pour but d'identifier les causes systémiques des violences et de proposer des mesures pour les éradiquer. Pour que les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA²⁷ autochtones puissent « *reconquérir le pouvoir et la place qui leur [revenaient]* »²⁸, il importait de comprendre qu'elles étaient « *sacrées* »²⁹, afin de les voir « *en tant que détentrices de droits* ». Si elles étaient considérées comme sacrées au sein de leur peuple, c'est parce qu'elles en étaient l'assise³⁰ : à l'origine

18 Ibid., p. 8 : « Il est possible que le nombre total de femmes autochtones disparues dont fait état cet ensemble de données ne corresponde pas au nombre réel en raison de divers facteurs, notamment les femmes disparues non identifiées comme des autochtones au cours de l'enquête ou les cas de disparition non signalés à la police. »

19 Ibid., p. 10.

20 Ibid., p. 8.

21 Ibid., p. 10 à 11.

22 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Réclamer notre pouvoir et notre place*, vol. 1a, 3 juin 2019, p. 131.

23 Commission de vérité et réconciliation, *Appels à l'action*, 2012, Appel à l'action n° 41.

24 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 131.

25 Ibid.

26 Ibid.

27 L'acronyme 2ELGBTQQIA désigne les identités suivantes : bispirituel, lesbienne, gai, bisexuel, transgenre, queer, en questionnement, intersexe et asexuel.

28 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 44.

29 Ibid., p. 164.

30 Ibid., p. 43.

de la vie, du maintien de la vie et détentrices de nombreux dons spirituels³¹. La Commission d'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées se présente donc comme un mécanisme de justice transitionnelle dédié à la compréhension des violations des droits humains dont elles font l'objet (I). Ses conclusions conduisent à la mise en exergue de plusieurs facteurs de violences et à leur qualification juridique (II).

I. REDONNER LEUR PLACE AUX FEMMES ET AUX FILLES AUTOCHTONES PAR UN MÉCANISME DE JUSTICE TRANSITIONNELLE

Autrefois considérées comme des personnes « sacrées », les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones sont aujourd'hui la cible principale de violences à l'intérieur de leurs communautés comme à l'extérieur. Afin de leur redonner leur place au sein même des communautés autochtones, la création d'un mécanisme de justice transitionnelle (B) apparaissait nécessaire, notamment au regard de la gravité des violences commises à leur endroit (A).

A. *L'intervention d'un mécanisme de justice transitionnelle nécessaire face à l'importance des violences à l'égard des femmes et des filles autochtones*

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones est devenu une urgence pour le gouvernement canadien. Dès 2004, il a été signalé par une enquête sociale générale que « *les femmes autochtones sont plus susceptibles que les femmes non autochtones de faire l'expérience des formes de violence les plus graves, qui peuvent constituer un danger de mort* »³². Cette enquête soulignait notamment que plus d'une femme autochtone sur deux avait déjà été victime de formes graves de violence familiale ou d'agressions sexuelles³³. De fait, les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones « *sont assaillies de toutes parts, que ce soit par leur partenaire, les membres de leur famille, leur entourage et les tueurs en série* »³⁴. Héritage des sévices

31 Ibid., p. 42-44.

32 L'Association des femmes autochtones du Canada, Fiche : « La violence envers les femmes autochtones », disponible sur <https://www.nwac.ca/wp-content/uploads/2015/06/Fact-Sheet-Violence-Against-Aboriginal-Women-FR.pdf> (consulté le 7 juillet 2020).

33 Il est établi que, statistiquement, 54 % des femmes autochtones subissent des violences physiques ou à caractère sexuel. Voir : Association des femmes autochtones du Canada, Fiche : « La violence envers les femmes autochtones », *op. cit.* (n. 32).

34 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 60.

subis notamment lors des années de pensionnat, la violence s'est installée profondément au sein des communautés autochtones. En effet, « *les taux de violences conjugale et familiale [y] sont extrêmement élevés* »³⁵. Ainsi, une femme autochtone est « *plus susceptible d'être tuée par une connaissance qu'une femme non autochtone (...)* »³⁶. Mais elles sont aussi plus susceptibles d'être agressées physiquement ou sexuellement par un étranger que les femmes non autochtones³⁷. Selon James Anaya, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le nombre de femmes et de filles autochtones disparues ou assassinées est « *épidémique* »³⁸.

En outre, les Autochtones et en particulier les femmes et les filles subissent des discriminations quotidiennes : « *[d]epuis trop longtemps, les politiques, les pratiques et les attitudes coloniales et discriminatoires soumettent les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQIA autochtones de partout au pays à la violence. Pour plusieurs d'entre elles, cette violence est devenue la norme.* »³⁹ Elles se trouvent à l'intersection d'une multitude de discriminations et de préjugés : « *elles sont des femmes, ne sont pas blanches et sont pauvres.* »⁴⁰ Cela a pour effet qu'au Canada « *les femmes et les filles autochtones sont 12 fois plus susceptibles d'être assassinées ou portées disparues* »⁴¹. De plus, entre 2001 et 2015, « *les taux d'homicides chez les femmes autochtones étaient près de six fois plus élevés que chez les femmes non autochtones.* »⁴² Enfin, les femmes n'osent pas toujours se tourner vers les autorités tant fédérales que provinciales, par méfiance voire par peur⁴³. Face aux violations de leurs droits humains, les femmes autochtones n'ont que peu d'alternatives. Si elles décident de se tourner vers la justice, son inadéquation et notamment « *[l]e manque de services ou la piètre qualité des services reçus et le manque de protection [leur étant offert]* »⁴⁴ ne leur permet pas d'obtenir un traitement efficace de leur demande ni une réparation des violences subies. En outre, jusqu'en 2008, les

35 Ibid.

36 Ibid.

37 Ibid.

38 James ANAYA, United Nations Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples, *Statement upon conclusion of the visit to Canada*, 15 octobre 2013, disponible sur <https://newsarchive.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13868&LangID=E> (consulté le 25 janvier 2021).

39 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, propos du commissaire Brian EYOLFSON, p. 12.

40 Diane POUPEAU, « Au Canada, des femmes autochtones sont tuées dans l'indifférence quasi générale », *Slate*, 20 juin 2019, disponible sur https://www.slate.fr/story/178647/canada-rapport-genocide-femmes-autochtones-assassinats-disparitions?amp&__twitter_impression=true (consulté le 25 juin 2020).

41 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, propos de la commissaire Michèle AUDETTE, p. 7.

42 Ibid.

43 Une femme peut par exemple avoir peur qu'à la suite du signalement de sa situation et le risque de violence dans le cercle familial, ses enfants lui soient enlevés par les services sociaux.

44 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 197-198.

Autochtones n'avaient pas « *le droit de déposer [...] une plainte à l'endroit du gouvernement fédéral relativement à la Loi sur les Indiens* »⁴⁵. Ils ne jouissaient dès lors pas des mêmes droits que les Canadiens non autochtones. Bien que cette disposition ait été modifiée en 2008, le « *processus de dépôt d'une plainte liée aux droits de la personne reste intimidant pour beaucoup d'Autochtones* »⁴⁶. Pourtant, l'accès à la justice est une caractéristique déterminante de l'État de droit et permet d'assurer le respect des droits fondamentaux de la personne⁴⁷. Selon Catherine Flynn⁴⁸, cette situation revient à donner « *une valeur moindre à la vie de ces femmes* »⁴⁹. Face à ce constat accablant sur les violences subies par les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones, l'intervention du gouvernement était nécessaire. Selon Michèle Audette, Commissaire de l'Enquête nationale, « *lorsqu'un péril prend une telle ampleur, il revient à tous d'assumer ses responsabilités, de cerner clairement le problème et de prendre des mesures énergiques pour corriger cette situation qui prend ses origines dans le contexte historique et politique du Canada* »⁵⁰. La Commission d'enquête paraissait alors appropriée pour relever ces défis.

B. Un mécanisme de justice transitionnelle dédié aux femmes et aux filles autochtones disparues et assassinées

En 2015, lors de la remise officielle du rapport final de la Commission de Vérité et Réconciliation, le Premier ministre canadien s'est engagé à mettre en œuvre les quatre-vingt-quatorze recommandations émises. L'une de ces recommandations concerne spécialement les femmes et les filles autochtones. Il s'agit de l'Appel à l'action n° 41⁵¹. Par cet appel, la CVR a demandé au gouvernement fédéral de « *nommer, à la suite de consultations avec des organisations autochtones, une commission d'enquête publique chargée de se pencher sur les causes de la disproportion de la victimisation des femmes et des jeunes filles autochtones, et sur les moyens possibles pour y remédier* »⁵². À la suite de cette recommandation, le gouvernement fédéral canadien a annoncé la mise en place d'une Commission d'enquête le

⁴⁵ *Ibid.*, p. 226.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 227.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 695.

⁴⁸ Catherine FLYNN est Professeur au Département des sciences humaines et sociales de l'Université du Québec à Chicoutimi.

⁴⁹ Catherine FLYNN, citée dans Diane POUPEAU, art. cit. (n. 40).

⁵⁰ Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, propos de la commissaire Michèle AUDETTE, p. 7.

⁵¹ Commission de vérité et réconciliation, *op. cit.* (n. 23), Appel à l'action n° 41.

⁵² *Ibid.*

8 décembre 2015⁵³. Véritable mécanisme participant à l'instauration de la vérité et à la restauration du dialogue national, la Commission d'enquête se présentait alors comme un prolongement de la CVR. En effet, l'Enquête nationale apparaissait comme un mécanisme de justice transitionnelle : elle visait à établir la vérité quant à des violations massives des droits humains, mais se confrontait également à un passé douloureux afin de construire une société réconciliée⁵⁴. De plus, elle complétait par son étude le travail de la CVR : la colonisation et la politique des pensionnats indiens ont mené aux violences dont étaient et sont encore victimes les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones.

Le 3 août 2016, le cadre de référence de la Commission a été établi. Les quatre commissaires⁵⁵, avec à leur tête la commissaire en chef Marion Buller, ont été chargés de mener une enquête nationale, afin d'établir les « *causes systémiques de toutes les formes de violences – y compris la violence sexuelle – à l'égard des femmes et des filles autochtones au Canada* »⁵⁶. Ils devaient notamment examiner « *les causes profondes* »⁵⁷ de ces violences. Parmi ces causes profondes, les commissaires devaient établir les liens avec les effets intergénérationnels des pensionnats autochtones⁵⁸. Enfin, leur mission était de publier un rapport, contenant des propositions concrètes pour mettre fin aux violences⁵⁹. Plus précisément, le rapport devait porter sur les causes systémiques de toutes formes de violence à l'endroit des femmes et des filles autochtones au Canada et sur les « *politiques et les pratiques institutionnelles mises en place en réponse à la violence* »⁶⁰. Par la suite, le cadre de l'Enquête a été quelque peu modifié. Alors que le titre officiel de l'Enquête nationale restait « *Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées* », le mandat de la Commission fut élargi. D'une part, il ne portait pas seulement sur les disparitions et les assassinats mais sur toutes les formes de violence. L'adoption d'une telle approche permit aux commissaires d'inclure « *les femmes et les filles qui [étaient] décédées dans des circonstances suspectes* »⁶¹, cela leur permit également de se « *pencher sur des questions comme les agressions sexuelles,*

⁵³ Rapport provisoire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Nos femmes et nos filles sont sacrées*, 2017, p. 15.

⁵⁴ Philippe FLORY, *L'action de l'ONU dans le domaine de la justice transitionnelle*, thèse de doctorat sous la direction de Karine BANNELIER CHRISTAKIS, Université Grenoble Alpes, 2018, p. 22.

⁵⁵ Les quatre commissaires désignés étaient Michèle Audette, Qajaq Robinson, Brian Eyoleson et Marion Buller (commissaire en chef).

⁵⁶ Rapport provisoire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 53), p. 17.

⁵⁷ Rapport supplémentaire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Une analyse juridique du génocide*, 3 juin 2019, p. 1.

⁵⁸ Commission de vérité et réconciliation, *op. cit.* (n. 23), Appel à l'action n° 41.

⁵⁹ Rapport provisoire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 53), p. 17-18.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 63.

⁶¹ Le mandat de l'Enquête nationale, Site internet de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, disponible sur <http://www.mmiwg-ffada.ca/fr/mandate/> (consulté le 12 août 2020).

la violence faite aux enfants, la violence familiale, l'intimidation, le harcèlement, le suicide et les actes autodestructeurs »⁶². D'autre part, l'élargissement du mandat toucha aussi les personnes 2ELGBTQQIA autochtones, qui furent incluses dans le cadre de l'Enquête nationale. Il apparut que ces personnes étaient, comme les femmes et les filles autochtones, la cible de nombreuses violences, qui n'étaient pas suffisamment prises en considération⁶³. Ostracisées par la politique de colonisation⁶⁴, les personnes 2ELGBTQQIA autochtones faisaient partie intégrante des communautés autochtones et doivent y retrouver leur place. Le mandat de l'Enquête nationale consistait donc à « *établir les fondations* »⁶⁵ permettant aux femmes, aux filles et aux personnes 2ELGBTQQIA autochtones « *de retrouver [leur] pouvoir et [leur] place* »⁶⁶. Cette première enquête véritablement nationale⁶⁷ avait ainsi l'ambition de les habiliter à « *reconquérir le pouvoir et la place qui leur [revenaient]* »⁶⁸. Il n'était toutefois pas possible dans ce cadre de résoudre des cas particuliers, ni de déterminer les responsabilités sur le plan juridique⁶⁹. Néanmoins, dès lors qu'une information nouvelle était révélée lors du processus de consignation de la vérité, elle pouvait être transmise aux autorités compétentes⁷⁰.

Ainsi, de septembre 2016 à décembre 2018, la Commission d'enquête étudia et analysa la situation des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones. Grâce à des audiences communautaires et institutionnelles, mais aussi à des témoignages provenant des survivantes et des proches des victimes, elle put mettre en lumière différents facteurs favorisant la violence. Selon la Commission d'enquête, si les femmes autochtones « *sont agressées sexuellement au moins trois fois plus souvent que les femmes non autochtones, et [que] la plupart des femmes et des enfants victimes de traite au Canada sont des Autochtones* »⁷¹, c'est en raison de plusieurs facteurs qui les rendent plus susceptibles de subir un acte de violence. Parmi ces facteurs figure le traumatisme des pensionnats indiens, qui a profondément détruit la cellule familiale autochtone, mais aussi l'identité même de ses anciens élèves. Toutes les personnes touchées par les violences ont pu participer à ce processus. Par des audiences communautaires,

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 51.

⁶⁵ Le mandat de l'Enquête nationale, Site internet de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 61).

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Pour la première fois au Canada, l'Enquête nationale a regroupé les administrations provinciales, territoriales et fédérale du pays. Voir : Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 66.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 52.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 66.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*, p. 60.

des collaborations avec les Aînés et les Gardiens du savoir⁷², le dialogue a été renoué entre les différentes communautés autochtones mais également avec les Canadiens non autochtones. Les nombreux témoignages ont pris la forme d'une commémoration publique, constituant une « *stratégie puissante pour faire en sorte que la souffrance éprouvée par les survivantes soit enfin reconnue* »⁷³. Ainsi, en plus de permettre la création d'un processus de guérison pour les survivantes et les proches des victimes, la Commission d'enquête permet de « *découvrir la vérité, d'honorer la vérité et de donner vie à la vérité* »⁷⁴. En consignait cette vérité dans le rapport final et en rapportant le témoignage des survivantes et des proches des victimes, la Commission d'enquête redonne une place aux femmes, aux filles et aux personnes 2ELGBTQQIA, mais aussi un pouvoir : celui de la parole. Dans le cadre de l'Enquête, les droits des Autochtones devaient aussi être reconnus et des mesures pour les protéger devaient être proposées. En effet, leurs droits fondamentaux « *y compris les droits de la personne et les droits des Autochtones, doivent être protégés et respectés de manière concrète et équitable* »⁷⁵.

L'Enquête nationale apparaît alors comme une amorce et non un aboutissement. Maintenant que les violences faites aux femmes, aux filles et aux personnes 2ELGBTQQIA sont reconnues et que la parole leur est donnée, il est nécessaire qu'elles se réapproprient le pouvoir confisqué. L'octroi de ce pouvoir nécessite la qualification juridique des violences subies.

II. RENDRE LEUR POUVOIR AUX FEMMES ET AUX FILLES AUTOCHTONES PAR UNE RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES VIOLENCES SUBIES

Le rapport final de l'Enquête nationale, nommé *Réclamer notre pouvoir et notre place*, met en exergue différents facteurs (B) contribuant au maintien de la violence. L'ensemble des violences subies par les Autochtones au Canada fait même l'objet d'une nouvelle qualification juridique : celle de génocide (A). La

⁷² Les Aînés sont des « *membre[s] très respecté[s] d'une collectivité des Premières nations, métisse ou inuite, reconnu[s] et identifié[s] par les membres de la collectivité comme étant le[s] détenteur[s] d'une sagesse considérable, d'importantes traditions orales et d'une connaissance approfondie de la culture* ». Les Gardiens du savoir sont « *reconnu[s] et identifié[s] par les aînés de la collectivité comme ayant une connaissance des perspectives, pratiques ou produits culturels* », Selon les définitions de Pierres D'ASSISE, « *Remarques sur la terminologie* », disponible en ligne sur <https://www.teachers.ab.ca/SiteCollectionDocuments/ATA/For%20Members/ProfessionalDevelopment/Walking%20Together/PD-WT-16aF%20-%20Terminology.pdf> (consulté le 12 août 2020).

⁷³ Le mandat de l'Enquête nationale, Site internet de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 61).

⁷⁴ Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 11.

⁷⁵ *Ibid.*, propos du commissaire Brian EYOLFSON, p. 12.

reconnaissance et la qualification juridique des exactions commises, ainsi que des facteurs contribuant à la violence, habilitent ainsi les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones à se réapproprier le pouvoir dont elles ont été privées.

A. La qualification juridique des violences par le terme de génocide

Le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a été publié le 3 juin 2019. Bien que le nombre exact de femmes, de filles et de personnes 2ELGBTQQIA autochtones disparues ou assassinées n'ait pas pu être établi, l'Enquête nationale a pu déterminer que les taux de violences à leur endroit étaient bien plus élevés que pour les personnes non autochtones au Canada⁷⁶. Les commissaires ont de plus qualifié juridiquement les violences dont font l'objet ces personnes en recourant au terme de génocide. L'Enquête nationale est en effet parvenue à « *la 'conclusion inévitable' que le Canada, en tant qu'État, est responsable d'un génocide continu des peuples autochtones* »⁷⁷. Les commissaires affirment dans le rapport que les violences perpétrées équivalent à « *un génocide fondé sur la race des peuples autochtones, y compris les Inuits, les Métis et les Premières Nations, visant tout particulièrement les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA* »⁷⁸.

Le terme de « génocide » a pour la première fois été employé par le juriste polonais Raphael Lemkin. Le génocide était alors utilisé pour désigner des situations dans lesquelles il existe « *un plan coordonné de différentes actions visant la destruction des fondements essentiels de la vie de groupes nationaux, dans le but d'exterminer les groupes eux-mêmes* »⁷⁹. Depuis, le terme de génocide a été juridiquement défini. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁸⁰ le définit comme : « [...] *l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou*

⁷⁶ Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Réclamer notre pouvoir et notre place*, 3 juin 2019, p. 4.

⁷⁷ Fannie LAFONTAINE, Catherine SAVARD et Amanda GHAREMANI, « Génocide des femmes autochtones au Canada : il faut maintenant décoloniser », JusticeInfo.net, 1^{er} juillet 2019, disponible sur <https://www.justiceinfo.net/fr/les-debats-justiceinfo/opinions/41790-genocide-des-femmes-autochtones-au-canada-il-faut-maintenant-decoloniser.html> (consulté le 2 juin 2020).

⁷⁸ Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 76), p. 2.

⁷⁹ Rapport supplémentaire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 57), p. 2.

⁸⁰ Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, approuvée et soumise à la signature et à la ratification ou à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa Résolution 260 A (III) du 9 décembre 1948, entrée en vigueur le 12 janvier 1951, conformément aux dispositions de l'article XIII.

religieux, comme tel : (a) Meurtre de membres du groupe ; (b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; (c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; (d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; (e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe »⁸¹. L'interdiction de la commission d'un tel crime est considérée « comme une norme universelle et impérative du droit international coutumier »⁸². De plus, la commission d'un génocide peut entraîner la responsabilité pénale individuelle comme étatique⁸³. À la lecture de la définition juridique du génocide, force est de constater que le déplacement contraint des enfants autochtones et leur placement pendant plus d'un siècle en pensionnat, pourrait correspondre au dernier point de ladite définition. Toutefois, pour constituer un acte de génocide, il est nécessaire que le transfert d'enfants ait été commis dans l'intention de détruire physiquement le groupe, ce qui n'a pas été démontré en l'espèce.

La qualification juridique des violences physiques et psychologiques subies par les Autochtones au Canada est controversée. La CVR avait retenu les termes de « génocide culturel », choisissant ainsi de ne pas qualifier les violences de génocide. Pourtant le génocide culturel n'est pas défini par les Traités internationaux dont le Canada est signataire et il a été exclu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. De plus, le terme de génocide culturel, non défini juridiquement par un texte international, mais seulement par la CVR comme : « la destruction des structures et des pratiques qui permettent au groupe de continuer à vivre en tant que groupe », a permis à cette dernière d'adopter une qualification juridique des faits moins controversée. Le Canada ne reconnaissant officiellement l'existence que de cinq génocides : « l'Holocauste, l'Holodomor ukrainien, le génocide arménien de 1915, le génocide rwandais de 1994 et le nettoyage ethnique en Bosnie de 1992 à 1995 »⁸⁴, l'appellation de « génocide culturel » lui permet de rester sur ses positions, d'éviter la reconnaissance d'un sixième génocide et ainsi de ne pas risquer de voir sa responsabilité étatique engagée. Lors de la publication du rapport final de l'Enquête sur les femmes et les filles disparues et assassinées, le Premier ministre Justin Trudeau a d'abord approuvé l'utilisation du terme de génocide, pour se rétracter quelques jours plus tard. Le terme de « génocide culturel » reste, selon lui, plus approprié.

Pourtant, selon les auteurs du rapport, soutenus par des juristes spécialisés en la matière⁸⁵, l'emploi du terme de génocide pour qualifier la violence que subissent les Autochtones et tout particulièrement les femmes, les filles et les

⁸¹ Art. 2, Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

⁸² Rapport supplémentaire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 57), p. 7.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 76), p. 3.

⁸⁵ Il est précisé que les conclusions retenues dans le rapport ont été élaborées « avec le soutien de chercheur(e)s universitaires et d'avocat(e)s détenant une expertise relative au génocide et aux crimes

personnes 2ELGBTQQIA est justifié. Les structures du colonialisme de peuple-ment auraient permis et permettraient encore la commission d'un tel génocide, mais également les effets intergénérationnels des violences⁸⁶. En effet, il est considéré que « *les effets intergénérationnels du génocide qui font que les descendants des survivants sont aussi victimes des souffrances causées par la violence collective qu'ils n'ont pas connue de façon directe* »⁸⁷ participent à la commission du génocide. Si le génocide n'a pas fait l'objet de plus d'attention auparavant, c'est en partie, selon les auteurs du rapport, à cause de la difficulté à en définir les limites spatiales et temporelles⁸⁸. La fin même du génocide est remise en cause : selon Andrew Woolford⁸⁹, si les effets intergénérationnels des violences sont pris en compte, on peut se demander si le génocide a réellement pris fin⁹⁰. En effet, les « *effets intergénérationnels du génocide font que la progéniture des survivants doit endurer à son tour les souffrances causées par la violence généralisée qui n'a pas été directement exercée sur elle* »⁹¹. Ainsi, les commissaires de l'Enquête nationale estiment que le nombre de victimes féminines dues au génocide s'élève à des milliers de femmes, de filles et de personnes 2ELGBTQQIA autochtones. La situation des femmes et des filles autochtones est différenciée de celle des hommes et des garçons autochtones : « *la colonisation a eu un effet dévastateur sur tous les peuples autochtones* », mais les situations vécues par les femmes sont différentes. À ce jour, si le génocide se perpétue, c'est en raison de plusieurs facteurs de maintien de la violence, dont sont en particulier victimes les femmes et les filles autochtones. Les violences qu'elles subissent sont un prolongement du génocide. Il s'agirait ainsi d'un génocide continu⁹².

B. La caractérisation de différents facteurs contribuant au maintien de la violence

Grâce aux nombreux témoignages recueillis auprès des survivantes et des proches des victimes, quatre facteurs contribuant au « *maintien de la violence*

internationaux », Rapport supplémentaire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 57), avant-propos.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 3.

⁸⁷ Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 76), p. 3.

⁸⁸ Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 57.

⁸⁹ Andrew Woolford est professeur de sociologie et de criminologie à l'Université de Manitoba, Canada.

⁹⁰ Andrew WOOLFORD et Jeff BENVENUTO, *Canada and colonial genocide*, New York (USA), Routledge, 2017, p. 373-380 ; cité par : Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 57.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Fannie LAFONTAINE, Catherine SAVARD et Amanda GHAREMANI, art. cit. (n. 77).

coloniale »⁹³ ont été désignés. Le traumatisme historique, multigénérationnel et intergénérationnel est le premier facteur cité dans le rapport. La marginalisation sociale et économique ; le maintien du *statu quo* et l'absence de volonté de la part des institutions ; et le refus de reconnaître la capacité d'agir et l'expertise des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones, sont les trois autres facteurs contribuant au maintien de la violence⁹⁴.

Le terme « traumatisme » a été défini comme « *la profonde douleur émotionnelle, spirituelle et psychologique, ou les 'blessures de l'âme'* »⁹⁵. Les trois types de traumatismes, qui constituent un élément du génocide, sont réunis sous une même définition et désignent « *la souffrance émotionnelle, spirituelle et psychologique collective qu'éprouvent les gens par suite d'événements traumatisants découlant des politiques historiques et actuelles, par exemple le fait de survivre aux pensionnats indiens ou la perte violente d'un proche* »⁹⁶. Isolément, le traumatisme intergénérationnel est un traumatisme individuel qui est transmis par « *les générations passées à celles de l'avenir* »⁹⁷. Quant au traumatisme historique, il est spécifiquement associé à la « *blessure affective et psychologique répétée au cours de la vie et transmise d'une génération à l'autre à la suite d'un traumatisme collectif majeur* »⁹⁸. Enfin, le traumatisme multigénérationnel fait référence « *aux multiples types de traumatismes compris comme des expériences actuelles, ancestrales, historiques, individuelles ou collectives* »⁹⁹. Si les auteurs du rapport utilisent trois types de traumatismes différents pour désigner la souffrance infligée aux peuples autochtones et en particulier aux femmes, aux filles et aux personnes 2ELGBTQQIA, c'est pour en souligner les « *effets cumulatifs* »¹⁰⁰. Ils citent notamment le docteur Amy Bombay¹⁰¹, qui soutient que seule une bonne compréhension de ces concepts « *permettra d'apporter un soutien efficace aux victimes et de changer véritablement les choses* »¹⁰².

Aussi, l'Enquête nationale met en évidence le lien direct entre le traumatisme historique, intergénérationnel et multigénérationnel découlant de la colonisation et des pensionnats indiens et les violences subies par ces personnes.

⁹³ Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 76), p. 13.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 125.

⁹⁶ Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 76), p. 23.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 125

⁹⁹ *Ibid.*, p. 142, note 33.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 125.

¹⁰¹ Amy Bombay est une chercheuse Ojibwé (Premières Nations de *Rainy River*) en psychologie et neurosciences. Elle est *Associate Professor* à l'Université de Dalhousie au Canada.

¹⁰² Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 125.

Les femmes et les filles autochtones, ainsi que les personnes 2ELGBTQQIA sont la cible de violences, autant en raison de la politique colonisatrice canadienne que de ce traumatisme non résolu, qui alimente la violence au sein même des communautés autochtones. Il est relevé dans le rapport final que les causes fondamentales des meurtres des femmes inuites sont « *la violence familiale et le traumatisme non résolu* »¹⁰³. Il est ainsi soutenu que le traumatisme intergénérationnel et multigénérationnel serait directement « *lié à la violence interpersonnelle et à l'automutilation, et qu'il place ultimement les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones dans des situations dangereuses* »¹⁰⁴.

Les trois autres facteurs évoqués contribuant au maintien de la violence envers les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones sont la marginalisation sociale et économique ; le maintien du *statu quo* et un manque de volonté de la part des institutions et des gouvernements ; et enfin l'ignorance de leur capacité d'action et de leur expertise. La marginalisation sociale et économique correspond au fait que « *les structures du passé sont transposées dans les systèmes d'oppression contemporains* »¹⁰⁵, avec pour conséquence de maintenir, voire d'aggraver les mauvaises conditions dans lesquelles la majorité des Autochtones vivent, les mettant plus à même de commettre ou de subir des violences. Le fait de maintenir le *statu quo* et le manque de volonté des institutions et des gouvernements, tant fédéral que provinciaux contribuent également au maintien de la violence envers les Autochtones et plus particulièrement les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA. En évoquant ce facteur lors de l'Enquête, les commissaires ont soulevé le fait que les gouvernements et les institutions avaient nié leur responsabilité vis-à-vis des violences commises, faisant ainsi tort aux survivantes et aux proches des victimes¹⁰⁶. Enfin, le dernier facteur contribuant à la violence correspond à l'ignorance de la capacité d'agir et de l'expertise des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA, cela particulièrement en raison de « *l'internalisation du patriarcat et de la misogynie qui gardent de nombreuses femmes autochtones à l'écart des structures politiques formelles* »¹⁰⁷.

Ainsi, la colonisation est considérée comme la source ultime des violences perpétrées¹⁰⁸ : « *la tragédie des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones disparues et assassinées résulte de centaines d'années de colonialisme.* »¹⁰⁹ Au sein des peuples autochtones, les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA occupaient autrefois une place d'honneur et étaient respectées¹¹⁰,

103 *Ibid.*, p. 338.

104 *Ibid.*, p. 352.

105 Sommaire du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 76), p. 24.

106 *Ibid.*

107 *Ibid.*

108 Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 22), vol. 1a, p. 339.

109 *Ibid.*, p. 341.

110 *Ibid.*, p. 360.

un statut dont la colonisation les a soustraites. De plus, les commissaires soulèvent dans le rapport final, l'importance de reconnaître que les politiques de colonisation n'appartiennent « *pas seulement [au] passé. Elles ont une apparence différente aujourd'hui, mais ces politiques et les structures et idées qui les alimentent sont toujours bien présentes aujourd'hui et demeurent des formes de violence* »¹¹¹. Enfin, les commissaires rappellent que « *les atteintes aux droits de la personne et aux droits des Autochtones et les violations de ces droits commises ou tolérées par l'État canadien représentent un génocide contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQA autochtones. Ces atteintes et ces violations ont mené à un déni de la sécurité et de la dignité humaine* »¹¹². Elles génèrent et perpétuent un « *climat dans lequel [les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQA] sont forcées d'affronter la violence chaque jour, mais où les auteurs des crimes agissent avec impunité* »¹¹³. Enfin, la Commission d'enquête a pu constater qu'il n'existait aucun mécanisme de réparation accessible et fiable pour réparer les atteintes aux droits de la personne comme aux droits des Autochtones qu'elles subissent¹¹⁴. Elle formula dix-huit appels à la justice¹¹⁵ afin de faire évoluer cette situation. Outre les appels à la justice visant les gouvernements, les institutions et les services canadiens, plusieurs demandes ont été adressées à l'ensemble de la population canadienne. Il leur est demandé de « *dénoncer la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes 2ELGBTQQA autochtones* »¹¹⁶, mais également de participer au processus de décolonisation en « *apprenant la véritable histoire du Canada et l'histoire des Autochtones dans leur région* »¹¹⁷.

CONCLUSION

Par son Enquête nationale et la publication de plusieurs rapports, dont un rapport final, la Commission d'enquête a pu établir la vérité sur la situation des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQA autochtones. En rendant la vérité publique, elle a leur donné un pouvoir : celui de la parole. De plus, elle a qualifié juridiquement les violences qu'elles subissent par le terme de génocide. Cette qualification est toutefois contestée par le gouvernement canadien qui lui préfère le terme de « génocide culturel », approuvé en cela par un large pan

¹¹¹ *Ibid.*, p. 340.

¹¹² Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Réclamer notre pouvoir et notre place*, vol. 1b, 3 juin 2019, p. 189.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 69.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 189.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 224.

¹¹⁷ *Ibid.*

de la population canadienne¹¹⁸. La qualification juridique des violences comme l'approche genrée de l'Enquête font aujourd'hui encore polémique ; qu'en est-il toutefois des appels à la justice formulés par la Commission d'enquête : ont-ils été concrétisés ?

Il apparaît que la mise en place de l'Enquête dédiée aux femmes et aux filles disparues et assassinées puis la publication de ses résultats n'a pas permis d'éradiquer la violence à leur endroit. Cette enquête a néanmoins permis de mettre en lumière les problématiques actuelles qu'elles rencontrent, d'« *affronter les abus du passé* »¹¹⁹ et de requalifier les violences historiques et les politiques colonisatrices. Le recours aux outils de la justice transitionnelle a ainsi habilité les Autochtones du Canada et particulièrement les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA à amorcer l'évolution de leur condition. Quant aux appels à l'action, des réponses se font encore attendre. Le 3 juin 2020, pour le premier anniversaire du dépôt du rapport de la Commission d'enquête, les femmes autochtones du Québec ont souligné le fait que cette publication « *représentait le début d'un long processus de changement et de transformation des institutions et de leurs pratiques* »¹²⁰. Cependant, les disparitions et les assassinats de femmes, de filles et de personnes 2ELGBTQQIA autochtones continuent et « *des actions concrètes se font attendre de la part des institutions gouvernementales* »¹²¹. Bien que la Commission d'enquête ait « *montré la voie à suivre* »¹²², selon les termes de Justin Trudeau, le chemin à parcourir reste long pour que les violences envers les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA soient éradiquées mais également pour qu'une approche de décolonisation¹²³ soit envisagée et mise en œuvre.

118 Observatoire Pharos, « Au Canada, un deuxième rapport conclut à un 'génocide colonial' », 8 août 2019, disponible sur <https://www.observatoirepharos.com/pays/canada/au-canada-un-deuxieme-rapport-conclut-a-un-genocide-colonial-fr/> (consulté le 25 janvier 2021). Il y est spécifié que le terme de « génocide » dérange au sein de la classe politique canadienne mais aussi plus largement au sein du pays.

119 Felipe GOMEZ ISA, ar t. cit. (n. 8), p. 222.

120 Femmes autochtones du Québec, « Déclaration de Femmes autochtones du Québec soulignant le premier anniversaire du dépôt du rapport de l'ENFFADA », 9 juin 2020, disponible sur <https://www.pressegauche.org/Declaration-de-Femmes-Autochtones-du-Quebec-soulignant-le-premier-anniversaire> (consulté le 20 juin 2020).

121 *Ibid.*

122 Propos de Justin TRUDEAU, Premier ministre canadien, lors du premier anniversaire du dépôt du rapport de la Commission d'enquête, 3 juin 2020, <https://twitter.com/justintrudeau/status/1268170546367410178?S=21> (consulté le 30 juin 2020).

123 Une approche de décolonisation « *consiste à résister aux influences du colonialisme et à les renverser, ainsi qu'à rétablir une identité nationale autochtone.* », Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *op. cit.* (n. 112), vol. 1b, p. 192-193.

Table des matières

603

	Éditorial, <i>par Jean-Pierre MASSIAS</i>	9
	Hommage à Pierre Truche, <i>par Pascal PLAS</i>	11
	Entretien avec Irène Bellier, <i>par Magalie BESSE</i>	27
PARTIE 1	DOSSIER – PEUPLES AUTOCHTONES ET JUSTICE TRANSITIONNELLE	
	Sommaire.....	45
CANTILLO PUSHAINA Juan José	Dialogues entre la Juridiction spéciale pour la paix et la Juridiction spéciale autochtone en Colombie. Une référence spécifique au système normatif Wayuu	47
CLOUD Leslie	Entre invisibilisation, injustices et vérités biaisées, les défis de la justice transitionnelle pour les peuples autochtones au Chili	67
ZEMA Ana Catarina et ZELIC Marcelo	Commission nationale de la vérité et peuples autochtones au Brésil : mémoires interdites, déni de justice et réparation	87
BUSI Ségolène	L'intervention d'un mécanisme de justice transitionnelle au Canada : l'opportunité de faire évoluer la condition des femmes et des filles autochtones ?	107
MIROUX Franck	L'éducation des Autochtones au Canada : processus restauratifs et éléments de réconciliation	125

BREMOND Zérah	Le traitement de la question autochtone en Nouvelle-Calédonie : un modèle de justice transitionnelle postcoloniale ?.....157
SAVARD Catherine, BARON-MENDOZA Laura et DARDER Maria	Vers une décolonisation de la justice transitionnelle : les exemples du Canada et de la Colombie175
DESURMONT Mathilde	Fondements du droit des peuples autochtones à la restitution des biens culturels : une voie de la justice transitionnelle199

PARTIE 2

VARIA

PLAS Pascal	La Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation (CIVS). Un mode singulier de règlement de conflit219
MUBIALA Mutoy	Régionalisme africain et justice transitionnelle (note de lecture)245
BEN JANNET Zouheir	La participation politique des femmes en temps de transition : l'exemple des élections municipales en Tunisie.....253

PARTIE 3

PRIX JOINET DES MÉMOIRES DE MASTER 2 – MÉMOIRES LAURÉATS

BRACONNIER-MORENO Laetitia	Le pluralisme juridique dans l'Accord de paix colombien. Les droits des groupes ethniques durant les pourparlers entre les FARC et le Gouvernement (2012-2016)271
FEUILLÂTRE Andréa	L'ouverture d'une enquête devant la Cour pénale internationale. Le critère des intérêts de la justice.....411

PARTIE 4

En 2020...

Bibliographie francophone575
Table de jurisprudence585
Actualités de l'année.....591
Table des matières603

Créé en 2013, l'**IFJD - Institut Louis Joinet** est un *think tank*, dont l'objet est de soutenir et de renforcer les **processus de transition, vérité, justice et réconciliation**.

Internationalement reconnu, il se distingue par l'**expertise académique** de ses membres, mise au service de ses **engagements** et de la qualité de ses activités pédagogiques, scientifiques et opérationnelles.

Pour soutenir la **lutte contre l'impunité** des violations graves des droits humains, ainsi que pour favoriser, notamment à la suite d'une dictature, d'un conflit armé ou d'une crise politique aiguë, mais aussi dans le cadre du renforcement démocratique d'un État, l'émergence d'une **société pacifiée et réconciliée**, l'Institut est organisé autour de trois pôles d'activités complémentaires : la réflexion, la formation et l'action opérationnelle, dans le cadre d'une politique de **recherche-action**.

S'appuyant sur les **recherches** menées en son sein, l'Institut **forme** les professionnels d'aujourd'hui et de demain, **accompagne** l'ensemble des acteurs des processus de démocratisation en s'impliquant à leurs côtés dans des actions de terrain et participe, à destination de tous les publics, à la diffusion des connaissances concernant ces mécanismes.

Constituant un espace de médiation et de dialogue entre acteurs de terrain, experts, décideurs, universitaires et journalistes, l'IFJD inscrit son action dans les principes énoncés par **Louis Joinet** et œuvre pour que le plus grand nombre de personnes, notamment les individus et les groupes les plus fragiles ou marginalisés, soient associés et participent effectivement à ces mécanismes de rétablissement de leurs droits.

www.ifjd.org

Pour nous soumettre une publication,
ainsi que pour tout renseignement :

contact@ifjd.org

Les ouvrages de l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD)
peuvent être commandés sur le site de la LGDJ :

<http://www.lgdj.fr> (rubrique : Transition & Justice)
ainsi que sur les autres sites marchands habituels ou dans les librairies.

- 30 LES COMMISSIONS VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION EN AMÉRIQUE LATINE**
Jean-Pierre MASSIAS (dir.)
2021 - 354 pages - Prix : 28 € TTC - ISBN 978-2-37032-296-8
- 29 JUSTICE SOCIALE ET JUGES**
Carole NIVARD (dir.)
2020 - 246 pages - Prix : 24 € TTC - ISBN 978-2-37032-301-9
- 28 DROIT ET VÉRITÉ**
Michael KOSKAS (dir.)
2020 - 174 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-277-7
- 27 STÉPHANE HESSEL. *Les perspectives d'un engagement***
François GENTON et Philippe GRÉCIANO (dir.)
2020 - 228 pages - Prix : 24 € TTC - ISBN 978-2-37032-274-6
- 26 LES PRATIQUES DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION
DANS LES SOCIÉTÉS ÉMERGEANT DE SITUATIONS VIOLENTE OU CONFLICTUELLES**
Joana ETCHART et Franck MIROUX (dir.)
2020 - 240 pages - Prix : 22 € TTC - ISBN 978-2-37032-272-2
- 25 ENCAMPÉS, DE QUEL(S) DROIT(S) ?**
Marjorie BEULAY, Anne-Laure CHAUMETTE, Laurence DUBIN et Marina EUDES (dir.)
2020 - 480 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-261-6
- 24 EL CONTROL DE CONSTITUCIONALIDAD EN CUBA. *Pasado y presente*
LE CONTRÔLE DE CONSTITUCIONNALITÉ À CUBA. *Passé et présent***
Martha PRIETO VALDÉS (dir.)
2021 - 288 pages - Prix : 24 € TTC - ISBN 978-2-37032-217-3
- 23 MODES DE NORMATIVITÉ ET TRANSFORMATIONS NORMATIVES**
De quelques cas relatifs aux droits et libertés
MODES OF NORMATIVITY AND NORMATIVE TRANSFORMATION
Some cases about rights and freedoms
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS, Laurent THÉVENOT, Jérôme PORTA (dir.)
2020 - 492 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-228-9
- 22 RÉPARER L'INJUSTICE : L'AFFAIRE MAURICE AUDIN**
Sylvie THÉNAULT et Magalie BESSE (coord.)
2019 - 258 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-230-2
- 21 JUSTICE CONSTITUTIONNELLE ET TRANSITION DÉMOCRATIQUE**
Jean-Pierre MASSIAS (dir.)
2019 - 180 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-214-2
- 20 L'ISLAM EN DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME**
Mustapha AFROUKH (dir.)
2019 - 312 pages - Prix : 26 € TTC - ISBN 978-2-37032-215-9
- 19 LES VINGT ANS DU TRAITÉ DE ROME *portant Statut de la Cour pénale internationale***
Delphine EMMANUEL (dir.)
2019 - 282 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-218-0
- 18 DICTIONNAIRE JURIDIQUE DES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES**
François COLLART DUTILLEUL, Valérie PIRONON et Agathe VAN LANG (dir.)
2018 - 882 pages - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-178-7
- 17 L'EXTENSION DU DÉLIT DE NÉGATIONNISME**
Thomas HOCHMANN et Patrick KASPARIAN (dir.)
2019 - 150 pages - Prix : 19 € TTC - ISBN 978-2-37032-212-8
- 16 LE DROIT D'ASILE**
Marion TISSIER-RAFFIN (dir.)
2017 - 280 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-170-1
- 15 L'ADAPTATION DU DROIT PÉNAL FRANÇAIS
À L'INSTITUTION DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE**
Pascal PLAS et Damien ROETS (textes réunis par)
2018 - 164 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-169-5
- 14 PRÉCISION ET DROITS DE L'HOMME**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2017 - 212 pages - Prix : 30 € TTC - ISBN 978-2-37032-130-5
- 13 LA LANGUE DU PROCÈS**
Pascal PLAS (dir.)
2017 - 238 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-126-8

- 12 L'IMMUNITÉ**
Virginie SAINT-JAMES et Pascal PLAS (dir.)
2017 - 200 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-121-3
- 11 JUAN MOREU ESTRADA - DANS LES CAMPS DE LA RETIRADA 1939-1940**
Michel C. KIENER et Claude SIMEONI (dir.)
2017 - 194 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-119-0
- 10 LES TRANSITIONS CONSTITUTIONNELLES DANS LE MONDE ARABE. *Réflexion prospective***
Malik BOUMEDIENE et François FRISON-ROCHE (dir.)
2017 - 152 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-118-3
- 9 VÉRITÉ ET MÉMOIRE DANS LES PROCESSUS DE RÉCONCILIATION : *expériences internationales et défis pour le cas basque***
Ouvrage en 4 langues : basque, français, espagnol et anglais
IDHPA (Instituto de Derechos Humanos Pedro Arrupe) (dir.)
2018 - 470 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-076-6
- 8 RÉVOLUTIONS ET DROITS DE L'HOMME. *Aspects théoriques***
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2016 - 268 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-087-2
- 7 RÉVOLUTIONS ET DROITS DE L'HOMME. *Aspects politiques : le cas des révolutions arabes et moyen-orientales***
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2015 - 246 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-050-6
- 6 JUSTICE, MÉMOIRES ET CONFLITS**
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS (dir.)
2015 - 224 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-049-0
- 5 LA FERMETURE DU TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YOUGOSLAVIE**
Virginie SAINT-JAMES et Pascal PLAS (dir.)
2015 - 180 pages - Prix : 29 € TTC - ISBN 978-2-37032-047-6
- 4 RELIGIONS ET TRANSITIONS. *Quels défis après les révolutions arabes ?***
Xavier PHILIPPE et Nataša DANELCIUC-COLODROVSKI (dir.)
2015 - 158 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-045-2
- 3 JUSTICE TRANSITIONNELLE. *Propositions pour le Pays basque***
Ouvrage en 4 langues : basque, français, espagnol et anglais
Jon Mirena LANDA (dir.)
2014 - 576 pages - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-021-6
- 2 TRANSITIONS CONSTITUTIONNELLES ET CONSTITUTIONS TRANSITIONNELLES. *Quelles solutions pour une meilleure gestion des fins de conflit ?***
Xavier PHILIPPE et Nataša DANELCIUC-COLODROVSKI (dir.)
2014 - 240 pages - Prix : 35 € TTC - ISBN 978-2-37032-022-3
- 1 LA JUSTICE FACE AUX RÉPARATIONS DES PRÉJUDICES DE L'HISTOIRE. *Approche nationale et comparée***
Xavier PHILIPPE (dir.)
2013 - 196 pages - Prix : 25 € TTC - ISBN 978-2-37032-001

Annuaire

ANNUAIRE 2019 de Justice transitionnelle

Marina EUDES, Emmanuel GUEMATCHA, Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE et Pascal PLAS (dir.)
2020 - 442 pages - couverture rigide - Prix : 45 € TTC - ISBN 978-2-37032-258-6

ANNUAIRE 2015 de Justice pénale internationale et transitionnelle

Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE et Pascal PLAS (dir.)
2017 - 632 pages - couverture rigide - Prix : 49 € TTC - ISBN 978-2-37032-127-5

ANNUAIRE 2014 de Justice pénale internationale et transitionnelle

Jean-Pierre MASSIAS, Xavier PHILIPPE et Pascal PLAS (dir.)
2014 - 620 pages - couverture rigide - Prix : 49 € TTC - ISBN 978-2-37032-070-4

L'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD)
invite les auteurs intéressés à lui adresser leur projet de publication à
magalie.besse@ifjd.org

Votre Livre de A à Z

Conception

Maquette

Mise en page :

contact@akilafote.fr

Akilafote.fr



Annuaire de Justice transitionnelle

L'*Annuaire de Justice transitionnelle* entend contribuer à susciter et à diffuser une pensée francophone sur la justice transitionnelle, comprise comme incluant divers thèmes allant de la justice pénale (nationale ou internationale) aux commissions vérité et réconciliation, en passant par toute une série de mesures pouvant être adoptées à l'issue d'un conflit armé ou après la chute d'un régime autoritaire. Dans ces hypothèses de retour à la paix ou de transition démocratique (qui ne sont, du reste, pas toujours pérennes), il s'agit d'analyser les réponses offertes par le droit et par d'autres sciences humaines pour que des sociétés meurtries affrontent leur passé et préparent leur avenir dans les meilleures conditions.

Outre une ouverture internationale et pluridisciplinaire assumée, la nouvelle mouture de l'*Annuaire* vise à publier des contributions écrites par des universitaires mais aussi des praticiens, jeunes ou confirmés, qu'il s'agisse de mémoires de recherche réalisés par des étudiants en master 2, d'actes de colloques académiques, de témoignages de praticiens de la justice pénale ou transitionnelle ou encore d'études sur des expériences passées ou à venir, avec une perspective comparatiste dans le temps et dans l'espace.

Ces articles sont utilement complétés d'une bibliographie francophone de l'année en cours, comprenant, outre la doctrine pertinente, les références des principales jurisprudences internationales et nationales et une liste des événements marquants de la justice pénale internationale et transitionnelle.

L'*Annuaire 2020* comprend notamment un hommage à Pierre Truche, un entretien avec Irène Bellier (directrice de recherche en anthropologie), un dossier spécial « Peuples autochtones et Justice transitionnelle », des contributions variées, ainsi que la chronique de l'année.



Diffusion Lextenso/LGDJ



Prix : 45 € TTC
ISBN 978-2-37032-314-9